

L'état-major de crise tessinois a empiété sur la liberté d'action des journalistes et a dû reculer

Liberté de la presse malmenée

« ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LUGANO

Tessin » Une collaboration particulièrement étroite entre la radio-télévision de la Suisse italienne (RSI) et l'état-major cantonal de conduite (SMCC, la cellule de crise coronavirus) au Tessin soulève de nombreuses critiques au sud et au nord des Alpes, notamment dans l'hebdomadaire tessinois *Il Caffè* et dans le magazine spécialisé *Medienwoche*.

En mars 2019, un contrat était signé entre la RSI et le Département des institutions du canton du Tessin prévoyant qu'en cas d'urgence, la première mettrait « le personnel et les moyens techniques nécessaires à la rédaction, la production et la diffusion des messages institutionnels et informatifs à disposition du SMCC ». Selon la SSR à Berne, une telle convention est unique au niveau national.

Dans le cadre de la PC

Dans le cadre de la pandémie actuelle, les conditions pour ce partenariat ont été réunies. De sorte qu'une équipe de la RSI prépare conjointement avec le SMCC, dirigé par la police tessinoise, les contenus informatifs décidés par les autorités cantonales et destinés à la population.

Or, le journaliste indépendant Gerhard Lob, basé au Tessin, et d'autres avec lui, se demande si un ou une journaliste travaillant pour le SMCC pendant une semaine et pour le téléjournal de la RSI la semaine suivante est en mesure d'être critique par rapport au travail de la cellule de crise et des autorités.

Responsable du bureau de presse de la RSI, Michele Ferrario répond que la question de l'indépendance de l'organe du service public ne se pose pas dans ce cas-ci. « Nous partageons l'avis de l'expert en éthique du journalisme Enrico Morresi, interrogé et cité par Gerhard Lob, qui considère que cette entente est acceptable dans la mesure où les informations officielles et rédactionnelles ne sont pas fournies simultanément. »

Il précise que les sept journalistes que la RSI met à la dispo-



Matteo Cocchi, commandant de la police tessinoise, et à ce titre chef de la cellule de crise de ce canton. Keystone

sition du SMCC opèrent dans le cadre de la protection civile. De plus, c'est la première fois que cela se produit, signale-t-il. « Toutes les règles relatives au service de protection civile sont donc appliquées et leur coût n'est pas assumé par la RSI », explique-t-il, ajoutant que l'accord ne limite en rien leur indépendance ni leur autonomie de jugement en tant que journalistes de la RSI.

Conflit d'intérêt

En revanche, pour Generoso Chiaradonna, membre du comité de l'Association tessinoise des journalistes (ATG) et chef de la rubrique économique au quoti-

« Si les journalistes et les autorités ne font qu'un, cela pose problème »

Generoso Chiaradonna

dien *La Regione*, cette collaboration est malheureuse du point de vue de la liberté de la presse. « Si les journalistes et les autorités décisionnelles ne font qu'un, cela pose problème. Il y a un conflit d'intérêts qu'il ne devrait pas y avoir même en situation d'urgence, voire surtout pas en situation d'urgence où il faut à tout prix éviter d'être complaisant avec les autorités. »

Les défenseurs d'une presse libre au Tessin ont également été irrités ces dernières semaines du fait que le SMCC a exigé des médias que leurs questions – deux par journaliste, un journaliste par média – soient envoyées par courriel avant les

conférences de presse, lesquelles se tenaient en streaming. Après avoir discuté avec les principaux médias locaux, l'ATG est intervenue pour mettre fin à ce mode de fonctionnement.

Au cœur du sujet

« Il est évident que l'on ne peut pas poser des questions pertinentes sans connaître le contenu d'une conférence de presse », fait valoir Roberto Porta, président de l'ATG et journaliste à l'émission *Modem*, consacrée aux analyses d'actualité, à la radio Rete Uno de la RSI. Après quelques coups de téléphone, le SMCC a enfin consenti à ce que les demandes puissent être

écrites pendant la conférence et lors de la période des questions, indique-t-il.

Dans un deuxième temps, l'ATG a obtenu que les journalistes et photographes puissent réintégrer la pièce où se tiennent les conférences du SMCC. Celles-ci ont lieu dans la salle du Grand Conseil, où siègent en temps ordinaire 90 personnes. Or, les journalistes tessinois ne sont pas si nombreux, souligne Roberto Porta. « Leur présence fait en sorte qu'ils puissent réagir à une réponse avec une autre question; c'est souvent cette deuxième question qui permet d'arriver au cœur d'un sujet. »

Chute des ventes

Automobiles » La pandémie du coronavirus laisse de profondes traces dans la branche automobile suisse. Le nombre des immatriculations de voitures neuves a atteint en avril son plus bas niveau depuis la crise pétrolière des années 70.

Depuis cette crise, il n'y avait plus jamais eu de mois avec moins de 10 000 immatriculations de voitures neuves, a indiqué Auto Suisse hier. Or, en avril dernier, le nombre d'immatriculations a chuté de 67,2% à 9382, Liechtenstein compris. Depuis le début de l'année, le recul est de 35,6%. Pour Auto Suisse, il y a peu d'espoir pour le reste de l'année. La fédération de la branche prévoit une baisse de 23% sur un an. » ATS

PRESSE

LA NZZ VA LICENCIER

La NZZ prévoit des économies, rapporte la *SonntagsZeitung*. La direction présentera un concept au conseil d'administration à la fin du mois de juin. Dans la rédaction, une réduction de 10% est évoquée. ATS

SOLEURE

UN PLANEUR S'ÉCRASE

Le pilote d'un planeur a été grièvement blessé dans un accident de vol survenu hier près de Bettlach, dans le canton de Soleure. Il a percuté la crête du Wandfluh avant de s'écraser dans la forêt en contrebas. ATS

Le soutien à Swiss se renforce

Aviation » Une commission parlementaire approuve le paquet sans exiger de conditions

La commission des transports du Conseil national approuve le projet du Conseil fédéral de soutenir financièrement les compagnies aériennes et les entreprises connexes. Elle salue également la volonté du gouvernement de faire en sorte que les fonds attribués restent en Suisse.

Le Conseil fédéral prévoit des garanties bancaires de 1,275 milliard de francs pour les compagnies aériennes Swiss et Edelweiss, fortement touchées par la crise liée au corona-

virus. Il sollicite aussi un crédit d'engagement de 600 millions pour les entreprises connexes travaillant sur les aéroports nationaux.

La commission tient à ce que les fonds garantis par la Confédération ne soient utilisés que pour les infrastructures suisses et ne partent pas vers les sociétés mères à l'étranger. En outre, les fonds générés à l'avenir doivent être utilisés en priorité pour rembourser les aides.

Plusieurs propositions visant à soumettre cette aide à des conditions écologiques, sociales et économiques ont été formulées au sein de la commission.

Compte tenu de la brièveté des délais et de l'urgence du projet, celle-ci a rejeté l'ensemble des propositions. Elles seront soumises au Conseil national en tant que propositions de minorité.

Lufthansa a indiqué hier être « proche » d'un accord en vue d'être renflouée par l'Etat allemand. Le premier groupe de transport aérien européen est menacé de cessation de paiement, accusant l'impact du nouveau coronavirus. Les négociations qui durent depuis plusieurs semaines portent sur une aide totale de 10 milliards d'euros. » ATS

Coups de feu

Bienne » La police est intervenue hier soir à Bienne après un coup de feu. L'intervention s'est produite près de la mosquée Ar'Rahman. « L'engagement et les clarifications sont en cours. La zone aux alentours du chemin du Seeland a été bloquée », a écrit la police cantonale bernoise sur Twitter.

Selon un témoin, cité par *Blick.ch*, au moins une vingtaine de véhicules étaient présents sur les lieux. Les policiers étaient lourdement armés. Le président de l'association de soutien de la mosquée a indiqué à Keystone-ATS que le coup de feu n'avait rien à voir avec le lieu de culte. Selon lui, l'opération policière vise une maison voisine. » ATS